

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

VENDREDI 21 MARS 1980 - No 56 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

50 000 INSTITUTEURS ONT DIT NON A BEULLAC

Jeudi, grève et manifestations dans l'enseignement secondaire



Après le primaire, le secondaire : un mouvement profond dans le monde de l'école. Mercredi, c'est de tous les coins du pays qu'étaient venus les instituteurs, pour se retrouver, 50 000, dans les rues de Paris. Un instituteur sur 6 était là !

Un refus bien net de la politique du gouvernement qui, sous prétexte de baisse de la démographie, prétend aggraver encore les conditions de l'enseignement dans le primaire, au détriment des instituteurs bien sûr, mais aussi des familles de travailleurs.

Economie, restriction de budget, suppressions de classes, classes encore plus surchargées, ou fermées dans campagnes : voilà le fil directeur de la politique Beullac.

« 25 élèves par classe », « non aux fermetures de classes », « survie pour l'école rurale » : telles étaient les réponses des manifestants.

Ce jeudi, les mêmes sorts de raisons rassemblant les enseignants du second degré, en grève à l'appel de cinq syndicats, à Paris de la Nation à Richelieu-Drouot, et dans d'autres villes en province.

*Lire notre éditorial page 3
et notre article page 7*

Vers l'Europe des huit ?

Lire page 4

Paris :
travailleurs turcs de la confection
**Manifestation
imposante pour
obtenir les cartes
de travail et séjour**

Lire page 5

Erythrée :
la situation
de la population
et des réfugiés

Lire page 6

**Arrestation et
incarcération de
trois travailleurs
d'Usinor-Mardyck
pour « voies
de fait et tentative
d'incendie »**

**Manifestation vendredi
à 10h place du Minck
(Dunkerque)**

Lire page 3

San Salvador : atmosphère insurrectionnelle

Un millier de policiers et de soldats cernent l'université de San Salvador où sont retranchés plusieurs dizaines d'étudiants armés. Les combats ont déjà fait 43 morts. Mais le soulèvement populaire touche également certains secteurs de la classe ouvrière et surtout les masses paysannes qui veulent aller au-delà de la « réforme agraire » proposée par la junte. Pour imposer leur « réforme agraire » les militaires n'ont pas hésité à massacrer 18 paysans dans un grand domaine situé à proximité de la capitale.

L'atmosphère de pré-guerre civile qui règne aujourd'hui au San Salvador n'est pas sans rappeler la situation qui prévalait il y a un an au Nicaragua.



Parmi ceux qui nous informent : les Servan-Schreiber

Dans son numéro 288 de janvier 1980, *Messages*, la revue du secrétariat d'État aux PTT publiait une interview de Jean-Louis Servan-Schreiber, PDG du groupe *Expansion*. Les PTT sont le principal support matériel de diffusion des publications du groupe puisque tous les abonnements transitent par le canal des postes. Le « lobby » (groupe de pression) de la presse auquel appartient Jean-Louis Servan-Schreiber est d'ailleurs, de ce fait, un des principaux adversaires de la suppression du travail le samedi à la distribution et à l'acheminement dans les PTT.

Si nous nous attardons sur la famille Schreiber c'est pour plusieurs raisons. Premièrement, parce que le groupe *Expansion* a lancé récemment *Paris-Hebdo* une nouvelle publication. Deuxièmement, parce que la famille Schreiber est une des plus vieilles familles de la presse. Enfin, pour montrer la liaison qui existe entre l'économie et la politique, la presse et l'appareil d'État et qu'on ne peut couper les deux en tranches sans tomber aussitôt dans le simplisme.

BREF HISTOIRE DE LA FAMILLE SCHREIBER

Le fondateur de la dynastie des Schreiber s'appelait Julius Schreiber, originaire de Gleiwitz en Prusse orientale. Il s'é-

tablit en France après la guerre de 1870. Il eut deux fils : Robert et Émile. Ils fondèrent en 1908 le journal *Les Échos*. Ce journal resta dans la famille jusqu'en 1963, date à laquelle il passa dans les mains de la famille Beytout. Mme Beytout est la veuve du fondateur du trust de l'oléagineux Petersen. M. Beytout est le PDG des laboratoires Roussel.

L'EXPRESS

C'est en 1953 que les Schreiber fondèrent le journal *L'Express*. Celui-ci devint un moment quotidien. C'était en 1955 pour soutenir, aux élections de 1956, le Front républicain. Ce front républicain était le regroupement du Parti radical socialiste, de l'Union démocratique et so-

Les publications du groupe Expansion

Titres	Diffusion	Abonnements
Expansion	142 000	130 000 (90 %)
F-Magazine	230 000	70 000 (28 %)
Lire	94 000	77 000 (80 %)
Architecture d'aujourd'hui	25 000	18 000 (75 %)
La Lettre de l'Expansion	7 500	7 500 (100 %)
Harvard Expansion	8 000	8 000 (100 %)

cialiste de la République et des Républicains sociaux (1).

Participèrent à la création de *L'Express* Jean-Claude Servan-Schreiber, Mme de Fleurieu (née Marie-Claire Servan-Schreiber), Marie-Geneviève Servan-Schreiber, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Brigitte Grosz (née Servan-Schreiber), Christiane Colblentz (dite Christiane Collanges, remariée depuis avec Jean Ferniot), né Servan-Schreiber, Mme Gradis, née Bernadette Servan-Schreiber.

Le Conseil d'administration, outre les Schreiber, a compté parmi ses membres Lazare Racheline, (dit Lucien Rachet), PDG des matelas Rachet, administrateur chez Publicis. Il y avait aussi des représentants des Schneider du Creusot, des gens de la société Batignolle-Châtillon. Puis entra Antoine Riboud (PDG de BSN-Gervais-Danone), José Bidegain. Le groupe *L'Express* est par ailleurs actionnaire pour 34 % chez Firmin-Didot (annuaires). Aujourd'hui, *L'Express* appar-

tient à John Goldsmith, PDG de la Générale Occidentale, un des gros maghat de l'agro-alimentaire.

L'EXPANSION

C'est en 1967 qu'est créé le journal *L'Expansion*. Participèrent à la naissance du journal le groupe Presse Union (société éditrice de *L'Express*), les membres de la famille Schreiber à titre individuel et McGraw Hill Publications. Cette société américaine associée aux Schreiber publie de nombreuses revues spécialisées aux USA dont le *Business Week*. La société issue de cet accord entre les deux groupes s'appelle Technic Union. Le PDG de la nouvelle société est Jean-Louis Servan-Schreiber.

LES DEUX BRANCHES DE LA FAMILLE

Historiquement et politiquement, les deux branches de la famille Schreiber ont été liées au radicalisme et à la SFIO. Jean-Claude Servan-Schreiber, fils de Robert Schreiber et cousin de JJSS, milita avant-guerre aux Jeunesses socialistes. Pendant la guerre, il fut résistant. Il fut directeur général adjoint au journal *Les Échos*. Il soutint Mendès-France en 1954-1956 puis rallia De Gaulle en 1958. Il est actuellement proche des gaullistes de gauche. Il fonda en 1967 le rassemblement français pour Israël. En 1968, il devint directeur général de la Régie française de publicité.

Sa sœur, Marie-Claire, épousa en 1971 Pierre Mendès-France. L'autre branche est représentée par les enfants d'Émile Servan-Schreiber. Les deux membres qui ont fait le plus parler d'eux sont Jean-Jacques et Jean-Louis. Le premier commença sa carrière après la guerre comme gérant de l'hôtel Rancho Allegre au Brésil. Il rentra en France peu après quand « la crainte d'une invasion soviétique eut disparu ».

Il entra au *Monde* comme journaliste. Il était, à l'époque, très anti-américain. Ensuite, il collabora à *L'Express*. Il se lança dans la politique sur les listes de la gauche en 1962 en Seine-Maritime, mais il fut battu. En 1964, il lança, par l'intermédiaire de *L'Express*, la candidature de Monsieur X (Gaston Defferre). Il rejoignit les rangs du Parti radical dont il fut candidat à Nancy et fut élu comme député. En 1974, il rejoignit Giscard bien qu'il ait dit en 1970 : « Je me sens plus proche de M. Marchais que de M. Giscard-d'Estaing ». Il fit une brève apparition dans le ministère Chirac comme ministre des réformes. Cela dura quinze jours. Il était opposé aux essais nucléaires qui avaient lieu à Mururoa.

Son frère Jean-Louis dirige le groupe *Expansion*. Il fut administrateur aux *Échos*, adjoint au directeur général de *L'Express* et PDG de *Technic Union*. Il a aussi dirigé *Le Journal du centre* (Nevers), le *Populaire du centre* (Limoges). Il a cédé son paquet d'actions dans ces journaux à *La Montagne* (Clermont-Ferrand). Il est aujourd'hui le principal actionnaire de *Technic Union*. Voilà ce qu'est la famille Servan-Schreiber, une des plus grandes familles de la presse, liée à plusieurs personnalités politiques, jouant un rôle important dans le monde des affaires.

Yves LEPIC

histoire

Lettres inédites de Louise Michel

8 mars, journée internationale des femmes, et 18 mars anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris. Deux dates de ce mois qui ne sont pas de simples commémorations, tant leur actualité est vive. Deux dates que symbolise parfaitement Louise Michel, dont nous publions ci-dessous quelques lettres inédites.

Louise Michel, rappelons-le, fut cette institutrice révolutionnaire qui se lia aux masses parisiennes dès la fin du second empire.

Elle participa à toutes les insurrections de l'époque : celles qui eurent raison de l'État bonapartiste, puis celles qui renversèrent la République bourgeoise. A Montmartre, elle fut l'une des animatrices d'un « Comité de vigilance » féminin, qui joua un grand rôle dans la victoire populaire du 18 mars 1871. Sous la Commune, elle participa,

fusil au poing, à la lutte armée contre Versailles jusqu'à la semaine sanglante en mai 1871.

Les lettres inédites que nous publions ont été écrites par Louise Michel depuis la prison d'Auberive, en Haute-Marne, où elle fut enfermée en décembre 1871, après son procès, avant d'être déportée en Nouvelle-Calédonie en août 1873. Ces lettres ne sont pas des analyses politiques. Destinées à Thiers, ou à la « commission des grâces », composée de gros propriétaires, elles sont avant tout des cris. Cris du peuple pour les 30 000 morts de la semaine sanglante, pour les 40 000 prisonniers, dont plus de 1 000 femmes et 600 enfants, mais aussi cri de femme pour celui qu'elle a aimé, Théophile Ferré, communard envoyé au poteau d'exécution en novembre 1871 par les conseils de guerre et la commission des grâces.

Au chef de l'État
Président de la République
28 octobre 1872

Monsieur,

Lorsque le 22 janvier 1871
l'Hôtel de Ville versa la mitraille
sur la foule désarmée, je restais
debout devant les fenêtres
maudites : tant de honte sur la
tête et de colère au cœur que je
ne voulais plus de la vie.

Je ne croyais pas qu'on put
descendre plus bas.

Depuis, que d'opprobre ! Que
de sang ! Que d'infâmes
mensonges !

Vous me laissez donc debout,
moi qui étais du convoi de
Victor Noir, du 14 août 1870, du
31 octobre, du 22 janvier, du 18
mars ! Moi qui ai vu le 4
septembre. Moi qui vengerai
ceux que vous avez égorgés ;
pour que toujours, je vous jette
la vérité à la face.

Bandits !

Louise MICHEL

Auberive 28 décembre 1872
Au président de la République

Monsieur,

On vous appelle le sauveur de
la France, n'est-ce pas, et vous
vous croyez tout à fait roi.

En effet vous les valez si vous
su les dépassez pas ; mais
n'entendez-vous pas le rire de
l'avenir mêlé à des
malédiction ?



Qu'ils vous suivent toujours
ainsi.

Louise MICHEL

Auberive 28 décembre 1872
A la Commission des grâces

Messieurs,

Que la malédiction des morts
et l'horreur des nations vous
accompagnent.

Que vos impostures et vos
crimes soient la perte éternelle
des tyrans et le triomphe de la
République sociale universelle.

Tant que vous ne m'aurez pas
tuée vous me trouverez sur
votre chemin.

Mais vous êtes trop lâches
pour cela. Il vous faut le titre
de Commission des grâces en
faisant l'œuvre du bourreau.

A bientôt.

Louise MICHEL

Au président de la République
28 janvier 1873
centrale d'Auberive

Le vent d'hiver souffle sur les
hommes de l'autre siècle. Garde
à vous vieillard ! La mort appelle
les hommes de l'époque.
Emportez vos souvenirs
d'égoïsmes ! Allez maudit !
Allez assassin !

Louise MICHEL

28 janvier 1873
7 heures du matin

A la Commission des grâces,

Quelle sombre morgue vous
faites de la France. Quels
sinistres spectacles que votre
Commission d'assassins
embusqués derrière le non de
grâces !

Quel entassement de
victimes ! Depuis le 22 janvier
1870, où vous aviez mitraillé la
foule désarmée ! En réponse
aux serments du 31 octobre dont
le peuple demandait compte)
jusqu'au 28 novembre 1871 où
vous avez assassiné les
mandataires de Paris libre.

Tout ce sang est sur vous
égorgeurs masqués qui mettez
en avant les conseils de guerre
pour les couvrir de vos crimes.

Misérables ! Vous avez
assassiné celui qui n'avait eu
d'autres torts que d'être trop
généreux avec les vôtres au 18
mars 1871. Souvenez vous bien,
Messieurs !

Si je vis, je serais le spectre
attaché à vos pas. Si vous me
tuez ce sera le bonheur, et ma
mort vous jettera encore du sang
à la face !

Souvenez vous bien ! Car je
hais sans bornes comme j'aime
sans bornes.

Louise MICHEL

Anniversaire du 18 mars 1871
Auberive mars 1873
Au président de la République

Monsieur,

Quand vous recevrez ma lettre
ce sera le 18 mars.

Je vous envoie le défi de la
révolution !

Vous avez raison de ne pas
vouloir qu'on dénoue certaines
questions avec la parole. Je ne
sais ni ce qu'en pensent les
Républicains, ni s'il en reste ;
mais quant à moi, je ne vois pas
de discussion possible avec vous
qu'à coups de fusil.

Quelle parodie qu'une
république qui égorge ses fils !

Quelle mascarade que votre
gouvernement ! Quel guet-apens
que votre instruction laïque qui
apprendra à la jeunesse à être
parjure ; à vendre son pays à
l'étranger, à ramper devant les
vainqueurs et à assassiner
froidement les vaincus.

Tibère président de la
République !

Escobar en maître d'école !...
Misérables !

Louise MICHEL

Dunkerque Arrestation et incarcération de 3 travailleurs d'Usinor-Mardyck

Communiqué de protestation du PCML et du PCRml

«Le Parti communiste marxiste-léniniste et le Parti communiste révolutionnaire (ml) élèvent une violente protestation contre l'arrestation de l'incarcération dont sont victimes trois travailleurs d'Usinor-Mardyck, dont un délégué CGT. Il est significatif que l'appareil judiciaire soit aussi prompt à incarcérer les travailleurs, et pour des faits mineurs, alors que les travailleurs du transport manutention de Mardyck, en grève pendant

plus de trente jours, ont eu à supporter l'intransigeance de la direction face à leurs justes revendications (200 F d'augmentation et révision des classifications) des opérations commando, des incessantes provocations.

L'USUD-CGT (Union des syndicats d'Usinor-Dunkerque) appelle immédiatement les travailleurs d'Usinor-Dunkerque à se réunir ce mercredi 19 à 15

heures devant les grands bureaux pour exiger la libération des trois camarades de Mardyck. Cette arrestation et incarcération procèdent en effet d'une offensive généralisée contre les travailleurs et leurs organisations syndicales, visant à limiter de plus en plus le droit syndical et le droit de grève. Cela appelle une riposte immédiate et de grande ampleur de toutes les forces démocratiques, politiques et syndicales.»

Dès mercredi à 15 h un débrayage, avec rassemblement devant les grands bureaux à Dunkerque, marquant la désapprobation des travailleurs, qui étaient reçus par le directeur. Puis ils sont allés manifester devant le Palais de Justice, pour réclamer la libération des 3 travailleurs incarcérés (une délégation a été reçue au Palais).

Paris : travailleurs turcs de la confection Manifestation imposante pour obtenir les cartes de travail et de séjour

Mercredi midi, en plein quartier du Sentier où sont exploités les travailleurs sans-papiers de la confection, la CFDT avait appelé à une manifestation destinée à obtenir la régularisation de tous. Ce sont environ 1 500 travailleurs turcs et militants de l'Union Départementale CFDT qui ont manifesté

dans les quartiers du centre de Paris, aux cris de «Solidarité internationale», et «Cartes de séjour, carte de travail».

Cette manifestation se produit au moment où Stoléru annonce qu'il va ouvrir un bureau de régularisation «sans donner aucune garantie à ceux qui seraient ame-

nés à déposer un dossier !»

Le danger est une utilisation éventuelle de ces dossiers pour des procédures d'expulsion et non de régularisation. C'est pourquoi la CFDT demande actuellement de boycotter ce bureau de régularisation, en attendant que les garanties écrites soient données.



LES TRAVAILLEURS DE CHERBOURG

Plus d'un millier de travailleurs ont manifesté mardi devant le tribunal de Cherbourg en solidarité avec les militants syndicaux CGT, CFDT, FO et CFTC accusés d'avoir bloqué un train au cours des grèves du mois de juin 1979. Un grand nombre d'ouvriers de l'arsenal avaient débrayé pour se

joindre à la manifestation. L'entrave à la circulation des trains n'a pas été retenue contre les syndicalistes mais ils ont tout de même été condamnés à 200 F d'amende pour «présence non autorisée dans l'enceinte de la SNCF».

COREE

Après 6 semaines de négociations, le représentant

de Séoul a finalement accepté la proposition de Pyongyang de tenir des négociations sur la réunification des deux parties de la Corée à Pan Mun Jon dans la zone démilitarisée. La date de cette rencontre — la première depuis 1945 — n'a toutefois pas encore été fixée.

OCEAN-INDIEN

Après que les Etats-Unis aient considérablement renforcé leur flotte dans l'Océan Indien, un navire d'assaut soviétique l'Ivan Rogov se dirige vers l'Océan Indien. L'Ivan Rogov transporte 400 fusillers-marins, des véhicules blindés de transport de troupe ainsi que des bateaux de débarquement sur coussin d'air.

RECTIFICATIF

Une erreur de mise en page, a fait apparaître côte à côte une affiche du COBOM (Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou) et un article sur la réunion de Genève pour organiser les contre-jeux sous l'égide de Carter. En effet, le COBOM qui a lancé un appel aux jeux olympiques de Moscou depuis plus d'un an et appelé au boycott des jeux olympiques d'hiver de Lake Placid aux Etats-Unis n'a rien à voir avec cette réunion lancée par Carter pour tenter de récupérer le mouvement de boycott des jeux olympiques de Moscou.

Grève nationale CGT-CFDT dans les PTT le 25 mars

C'est pour protester contre les propositions dérisoires du secrétaire d'Etat à la fonction publique en matière de salaire pour 1980 que les deux fédérations, CGT et CFDT, appellent à un mouvement de grève le 25 mars. Les syndicats CGT et CFDT des Impôts ont fait la même démarche, qui rentre à la fois dans le cadre de l'appel de l'Union Générale CGT des Fonctionnaires à une grève le 25 mars, et dans le cadre de la semaine d'action organisée à l'initiative de la CFDT, du 24 au 29 mars, dans le secteur public et nationalisé.

Manifestation ce jeudi à 18h à l'appel de la CGT devant les bureaux de RTL

C'est pour protester contre les propos de Philippe Alexandre, chroniqueur à RTL que la CGT appelle à cette manifestation. Philippe Alexandre avait déclaré mercredi que les travailleurs de Dassault, Thomson, SNECMA, la CGT et le PCF, avaient retardé la sortie du Mirage 2 000 dans les intérêts d'une puissance étrangère.

Plogoff : réduction de peine pour les 2 jeunes premiers condamnés

Eugène Coquet et Clet Ansquer, les deux premiers condamnés de Plogoff comparaissent mercredi devant la Cour d'appel de Rennes.

Eugène Coquet, condamné à 45 jours de prison ferme en première instance, a vu sa peine réduite puisque pour 15 de ces jours de prison, il obtient le sursis.

Quant à Clet Ansquer, il a été libéré à l'issue de l'audience, après quatre semaines d'emprisonnement. Le jugement le concernant a été remis en délibéré jusqu'au 16 avril.

Editorial

Ecole :

Un mouvement profond

Beullac persiste et récidive : pour la troisième fois en 24 h — au coin du feu et devant les caméras de la télévision —, il a repris sa fable des «professionnels de l'agitation» (en l'occurrence notre journal, *Libération* et *Rouge*) coupables à ses yeux d'être les «fomentateurs des troubles» qui secouent le monde de l'école. Et de prendre à l'égard des instituteurs le ton paternaliste de celui qui veillerait avec attention sur le sort de ces «mal-aimés» que ne comprendrait pas suffisamment la population.

Naturellement, le trouble de l'école est tout à fait profond. Et il est dû avant tout à la politique antisociale du gouvernement. Beullac en premier puisqu'il a la responsabilité de la conduire dans ce Les responsables du syndicat des instituteurs, qui n'ont pourtant pas la réputation de foudres de guerre, l'ont eux-mêmes expliqué à plusieurs reprises, et les parents d'élève qui soutiennent largement le mouvement, en ont témoigné aussi : ils sont d'ailleurs touchés au premier chef par la politique gouvernementale et celle conduite en particulier par M. Beullac. Ils savent fort bien que la qualité de l'enseignement dans les écoles primaires (comme dans le secondaire d'ailleurs, dont les enseignants manifestaient à leur tour ce jeudi) tient beaucoup au nombre d'élèves par classe, à la stabilité des maîtres et à d'autres facteurs de ce type dont le ministre n'a guère le souci, si l'on en croit ses propres paroles.

Trouble profond donc, et lutte pour des revendications qui correspondent aux intérêts des enseignants et aussi de tous les travailleurs dans un domaine qui les concerne tous : des classes fermées dans les campagnes, c'est mille difficultés pour les familles des travailleurs de la terre, les classes surchargées dans les villes, c'est mille difficultés pour les familles ouvrières. Dénoncer les causes de la situation et la politique néfaste du gouvernement, décrire la mobilisation qui s'est construite pour la combattre, soutenir la lutte et ses revendications : c'est ce qu'a fait notre journal (avec bien d'autres d'ailleurs) et c'est ce qu'il continuera à faire, pour contribuer — à sa mesure — à ce que la lutte engagée ait le meilleur succès possible, dans l'intérêt de tous.

Monsieur Beullac cherche-t-il par ses discours sur les «agitateurs professionnels», à blanchir la politique antipopulaire du gouvernement? La ficelle est un peu grosse pour expliquer un mouvement et des manifestations d'une ampleur et d'une envergure rarement atteintes dans ce secteur! C'est d'ailleurs prendre pour des imbéciles les milliers et les milliers qui se sont engagés dans ce mouvement.

Il y a là surtout une opération de division dans un secteur où le syndicalisme est marqué par de nombreuses tendances au regroupement plus ou moins fragile, où l'unité n'a pas eu depuis longtemps l'occasion de se consolider au travers de grands mouvements et où les actions dites sauvages sont courantes. Il faut faire échec à cette opération et rassembler toutes les forces contre les fermetures de classes, dans la solidarité parents-enseignants.

Gilles CARPENTIER

VENDREDI 21 MARS A 20 H 30

REUNION-DEBAT «LA CHINE ET LA PAIX»
Organisé par le Comité de Paris de
l'Association des Amitiés Franco-Chinoises

Au FIAP, 30 rue CABANIS, 75013 PARIS
Métro Glacière - Participation : 10 F

Poubelles de mazout devant l'Elysée



Un peu de la marée noire du Tanio est venue jusqu'aux portes de l'Elysée. A défaut de voir le président s'intéresser un tant soit peu à ces questions bien subalternes, les habitants des régions touchées ont ainsi voulu qu'il prenne au moins connaissance du problème...

Vers l'Europe des huit ?

Alors qu'elle en est à envisagé son élargissement, l'Europe des Neuf va-t-elle voir partir la Grande-Bretagne, et devenir l'Europe des Huit ? La question est aujourd'hui sérieusement posée, et trouvera en partie réponse lors du prochain Conseil Européen, qui doit se réunir les 31 mars et 1er avril prochains à Bruxelles. Toute porte à croire cependant que si départ il y a, celui-ci ne pourra être définitif qu'après un autre Conseil européen, en juin, à Venise cette fois-ci.

Des crises nées des difficultés agricoles communes, l'histoire de l'Europe en est jalonnée, ce qui n'a pas empêché « l'Europe verte » d'être aujourd'hui la force la plus achevée de la construction économique européenne. Au terme de longs marathons, les gouvernants sont jusqu'à ce jour toujours parvenu à des com-

promis qui ne lésent pas fondamentalement leurs intérêts propres. On peut donc penser que « la guerre du mouton », et dans une moindre mesure le problème laitier, ne sont pas les véritables motifs de la remise en cause actuelle. En fait, quand ils se rencontreront à Bruxelles à la fin de la semaine prochaine, les neuf chefs d'États et de gouvernements ne discuteront pas essentiellement des dossiers techniques que leur ont transmis les ministres et la commission européenne. Ce dont ils discutent principalement, c'est des conceptions de l'Europe. Un problème politique donc.



Mme Thatcher ne cache pas ses intentions. Elle les cache d'autant moins que celles-ci n'ont guère varié depuis l'adhésion de la Grande-Bretagne, l'Europe doit être avant tout poli-

que tous les pays de la CEE sont membres de l'Alliance atlantique. Dans la conception anglaise, les liens économiques ne sont que très secondaires, et doivent avant tout se matérialiser dans une zone de libre-échange, sans plus. C'est ce que Mme Thatcher appelle « le principe du juste retour » : d'accord pour que chacun des pays donne de l'argent à l'Europe, ne serait-ce que pour faire fonctionner ses rouages, mais à condition qu'ils bénéficient d'avantages correspondant très exactement aux sommes investies. Cette conception est évidemment aux antipodes de l'idée même du marché commun, tel que les bourgeoisies de six pays l'avaient défini à Rome, en 1957.

L'élément nouveau, ce n'est pas tant l'idée que la

Grande-Bretagne se fait de l'Europe, mais bien le cheminement de cette idée. La majorité des pays européens sont en effet tiraillés entre deux conceptions : d'une part, ils désapprouvent les prétentions britanniques à vouloir réduire sa contribution financière à la communauté et sa demande d'une politique de « juste retour », en ce sens que tout cela est contraire aux principes mêmes du marché commun et de la CEE. Mais d'autre part, ils sont sensibles, et les Anglais ont su manœuvrer dans cette direction, à l'idée d'une Europe plus solidaire des États-Unis. Là est le dilemme qu'expriment bien des gouvernements comme

ceux des Pays-Bas ou dans une moindre mesure l'Allemagne : satisfait, ne serait-ce qu'en partie, aux exigences anglaises, c'est forcément porter un coup à l'idée même d'une construction économique européenne ; mais à l'inverse, le refus pur et simple de ses exigences — et donc à terme le départ de la Grande-Bretagne — porterait un coup à la conception politique d'une Europe nettement solidaire des États-Unis. Ce dilemme n'épargne pas le gouvernement français lui-même, comme l'a prouvé la récente rencontre entre Giscard et Schmidt.

Restent les considérations internes à chaque pays, qui rendent plus difficiles l'idée d'un compromis. En France, Chirac, qui reste malgré tout le chef du principal parti de la majorité, a clairement fait savoir son désir de voir la Grande-Bretagne quitter la CEE. Pour des motifs évidemment inverses 120 députés britanniques viennent d'inviter Thatcher à poursuivre « sa politique de fermetés », et donc à abandonner l'Europe. En Allemagne, Schmidt n'a pas non plus les mains libres, contraint qu'il est de tenir des échéances électorales qui se présentent outre-Rhin.

Autant d'éléments qui se conjureront pour faire de la crise d'aujourd'hui une crise sérieuse, et dont les conséquences se feront sentir longtemps.

N. D.

L'affaire Coplac

Conférence de presse de l'UL-CGT de Rabodeau



Il y a de nombreux chômeurs dans cette région des Vosges à la suite des licenciements et fermetures d'usines Boussac. Sur notre photo l'une de ces usines.

Rappelons ce qu'on a pu appeler l'affaire COPLAC, située dans le contexte de la vallée du Rabodeau qui compte déjà 500 demandeurs d'emplois auxquels il faut rajouter les non inscrits à l'ANPE.

76 licenciements ont eu lieu en 1976 à COPLAC. C'était la liquidation du tissage.

En 1979 s'accroît le redéploiement de CDF* avec la concentration des unités de production autour de Lyon, ceci dans un souci de rentabilisation à outrance et sur le dos des travailleurs.

En juillet 1979, un échange de lettres (dont nous avons les photocopies) entre Pierret (député PS), Dubois (PDG SICCA), Martéoli (alors PDG CDF), et Van Der Putten (PDG COPLAC) prévoyait sur le dos des travailleurs et surtout sans les consulter, un plan de reconversion totale des 2 unités COPLAC. Ceci équivalait à la perte des avantages acquis durement par la lutte et d'emplois.

Dès septembre 1979, notre syndicat CGT réclamait que les engagements pris par CDF soient respectés (création de 100 emplois, utilisés d'ailleurs par M. Stoléru lors de sa campagne électorale, et installation d'une rotomouleuse).

La pression des travailleurs s'est accentuée en novembre et décembre, ce qui permit de faire reculer l'échéance au 15/12/79, puis au 15/3/80. Dans le même temps, M. Van Der Putten et le CA de COPLAC démissionnaient. A partir de là, de nombreuses démarches et actions ont permis encore de faire reculer. C'est le cas de la surveillance des machines que CDF voulait envoyer à Amplepuy ; cette surveillance qui a empêché le déménagement des machines et moulés s'est faite avec la participation de militants CGT de la vallée. Aux dires du représentant du ministre de l'Industrie, c'est à partir de cette pression que le gouvernement a commencé à chercher des solutions industrielles dans le cadre de la soustraction automobile, tenant compte ainsi de la

qualification des ouvriers COPLAC, comme nous l'avons toujours réclamé.

Dans la dernière période nous avons tous assisté à de nombreuses informations contradictoires et à la proposition de différentes solutions d'implantation à COPLAC, créant l'espoir ou le désespoir, ainsi que la confusion (le dernier exemple est Puchat Sauvagnat).

Finalement, après bien des péripéties, Yeramex et Comind (filiale de FIAT) se proposèrent de reprendre l'un l'enduction, l'autre le formage, en restant dans le secteur de la soustraction automobile. Ce point était déterminant.

Là encore, les COPLAC se sont déterminés, non pas sur l'acceptation pure et simple, mais sur l'implantation à la condition qu'il n'y ait pas de licenciements. C'était le sens du vote au formage début mars. Cette détermination a été soutenue par la CGT qui a fait signer une pétition qui a recueilli 607 signatures, et qui refusait les licenciements. Nous avons organisé un déplacement à Paris le 14 mars 1980 au ministère de l'Industrie. L'importance même de cette initiative qui a permis à une trentaine de COPLAC de montrer leur volonté de s'opposer aux licenciements et de dénoncer clairement le plan dit social, est d'avoir pu poser des questions primordiales pour l'avenir des COPLAC et de l'ensemble de la vallée. En effet, nous devons mettre le gouvernement devant ses responsabilités dans cette affaire.

Voici donc ces questions :

1 - Demande d'intervention du ministère pour que les licenciements soient annulés au moins jusqu'à la création effective des emplois proposés par le CAPEV.

2 - Demande d'une aide de l'Etat en matière d'investissements afin de supprimer totalement les licenciements annoncés.

3 - Pourquoi l'Etat n'est-il pas intervenu plus tôt dans l'affaire COPLAC, alors qu'il s'agissait d'unités de production d'un groupe nationalisé ? Alors que nous lui avons écrit souvent ?

4 - Quelles garanties offrent les nouveaux acquéreurs des 2 unités COPLAC, d'autant plus que le tribunal de commerce ne statuera qu'au 1er juin 1980 (date à laquelle la liquidation ou d'autres licenciements peuvent encore se faire) ?

5 - En ce qui concerne l'incitation à la création d'une zone industrielle dans la vallée du Rabodeau, quelles sont les garanties ?

En attendant, outre les réponses écrites que nous avons réclamées au ministre de l'Industrie, nous allons organiser les licenciés COPLAC dans un comité de lutte contre le chômage CGT. Une première réunion pour créer ce comité aura lieu à la mairie de La Petite Raon le vendredi 21 mars 1980 à 10 h. A cette réunion, nous inviterons des militants syndicaux de l'ANPE et des ASSÉDIC pour qu'ils répondent aux questions immédiates des licenciés COPLAC.

Chaque jour,
achetez le Quotidien du Peuple
dans le même kiosque

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple

205-51-10

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »
Société Générale 200 208 66

Après l'Andalousie et l'Euskadi

Election du parlement catalan

Fin février, les Andalous se prononçaient en majorité en faveur de l'autonomie (celle-ci leur est toujours refusée par Madrid). Le 9 mars, les Basques élisent leurs députés; ce jeudi, c'est au tour des Catalans de désigner leurs représentants au futur parlement régional.

Si ces trois élections ont en commun l'attribution de pouvoirs régionaux plus étendus et qu'elles marquent — au moins pour les deux premières — un échec de la droite au pouvoir, la diversité des situations, marquée par le développement inégal des aspirations nationalistes et la répartition différente des diverses forces politiques font que l'enjeu n'est pas le même.

Contrairement au Pays-Basque, les partis de gauche nationaux dominent et pourraient obtenir la majorité au parlement catalan. Quant aux forces dites «nationalistes», elles sont essentiellement représentées par la «Convergence Démocratique» qui refuse toute alliance avec le PC local, le PSUC; accepterait-elle la rigueur d'une coalition avec le PSOE, mais marque une

nette préférence pour l'UCD, le parti gouvernemental. Une alliance de la droite nationaliste et de l'UCD serait loin de donner la majorité à ces deux formations, même si l'on accorde du crédit aux sondages qui annoncent une poussée de la «Convergence Démocratique». Quant aux socialistes du PSOE, ils sont divisés: localement, les militants se sont prononcés pour une alliance avec le PC, mais la direction nationale refuse tout accord avec le PC. Quoi qu'il en soit, comme lors des consultations précédentes sur l'autonomie, on peut prévoir que le grand perdant sera le parti au pouvoir: l'UCD. Le gouvernement Suarez a une telle appréhension de subir un nouvel échec, que le premier ministre a pris lui-même en main pendant 5 jours la campagne de son parti en Catalogne. Après le Pays-Basque passé aux mains de l'opposition nationaliste, la Catalogne va-t-elle opter pour la gauche? Décidément Suarez n'a pas de chance avec son statut d'autonomie, et risque de regretter d'avoir joué les apprentis sorciers avec les aspirations populaires, une leçon que la gauche pourrait elle-aussi apprendre à ses dépens.

Frank ROUSSEL

USA :

élections primaires de l'Illinois

Kennedy hors course

Nouvelle victoire pour Carter, nouvel échec pour le sénateur Kennedy. Cette phrase suffit à résumer les résultats des élections primaires qui se sont déroulées mardi dans l'Illinois. Ceci pour les démocrates. Quant aux républicains, l'ancien gouverneur de Californie, Ronald Reagan, arrive largement en tête. Loin d'interpréter sa nouvelle défaite comme le signal de son retrait de la course aux présidentielles, Edward Kennedy est déjà reparti pour New York où des primaires auront lieu le 25 mars. Thème de ses discours: les réductions budgétaires annoncées par le gouvernement Carter vont toucher les services de santé, les écoles et les transports en commun de la ville. Le sénateur du Massachusetts aurait également déclaré qu'il n'accepterait de se retirer de la compétition électorale que si Carter adoptait son plan anti-inflation et son projet de création d'un service public de Sécurité sociale.

Afghanistan

Les soldats russes ont peur des résistants

Actuellement, l'aviation soviétique bombarde les récoltes dans la région de Khar, au Nord-Est près de la frontière pakistanaise, accentuant ainsi sa politique de destruction. Toutefois, elle semble être portée plus particulièrement dans la province de Paktia, plus au Sud. Les guérilleros afghans, repliés dans la montagne, infligent des pertes aux assaillants, et des avions et des hélicoptères auraient été détruits. Des désertions dans l'armée fantoche afghane sont signalées en divers points, ainsi que leur ralliement aux forces de guérilla.

Il est signalé également que des guérilleros auraient repoussé ces jours-ci un convoi soviéto-afghan à une trentaine de kilomètres de Kaboul.

Dans la région de Kandahar, au Sud, les résistants auraient également repoussé des troupes soviéto-afghanes. Ces dernières auraient subies des pertes sévères: 120 soldats soviétiques lors de l'attaque d'une base de chars près de Kaboul, un officier soviétique et 30 soldats afghans à l'Ouest, près de la frontière iranienne, plus de 200 soldats afghans à Gardéz capitale du Paktia...

Erythrée

La situation de la population et des réfugiés

«Il y a 400 000 réfugiés érythréens au Soudan. Des dizaines de milliers sont menacés en Erythrée même», déclarait Al-Amin Mohamed Saïd, membre du bureau politique du FPLE, en visite à Paris la semaine dernière.

Bombardements au napalm, bombes à fragmentation et autres bombes au phosphore, armes d'extermination interdites par les conventions internationales, le social-impérialisme russe — comme son prédécesseur américain hier en Erythrée, et en Asie du Sud-Est — n'a pas hésité à les employer.

Alors que la chute du vieil empereur éthiopien corrompu par l'impérialisme, Haïlé Selassié, en 1974, aurait pu permettre la fin d'un cauchemar, elle n'a permis qu'une brève pause militaire de quelques mois à la mi 1974.

En 1975, le nouveau gouvernement du DERG lançait une première offensive, suivie de deux «marches rouges» aux printemps 1976 et 1977, qui provoquèrent de lourdes pertes, aussi bien du côté érythréen que du côté éthiopien, où des paysans sans entraînement militaire perdirent la vie inutilement et pour une cause injuste.

En 1978, les deux nouvelles offensives, encadrées par des conseillers soviéti-



Tout comme les Américains hier, les officiers russes qui encadrent l'armée éthiopienne, n'hésitent pas à bombarder les récoltes et les populations au napalm, au phosphore...

ques, aboutissent, après de sauvages bombardements, à la destruction partielle ou totale de 154 villages. 12 700 civils ont été tués ou blessés et 100 000 personnes de plus ont grossi les rangs des réfugiés et des sans abri, leurs récoltes ravagées, leur bétail détruit.

Aujourd'hui, sur 4 millions d'Erythréens, en plus des réfugiés au Soudan (des 35 000 à Djibouti, 8 000 en Italie...) s'ajoutent environ 500 000 réfugiés à l'intérieur même de l'Erythrée. Une bonne partie de la population de certaines villes, libérées en 1977, et reprises l'année suivante par les forces soviéto-éthiopiennes,

a fui la répression en se réfugiant dans les zones libérées. D'autres ont trouvé refuge dans les montagnes.

Et depuis, la poursuite de la guerre n'a fait qu'aggraver la situation de ces réfugiés et augmenter leur nombre. C'est ce qui fait dire au FPLE qu'ils sont les «rescapés d'un génocide».

Mohamed Saïd a demandé que l'aide humanitaire corresponde à la situation réelle. Nous acceptons toute aide d'où qu'elle vienne, par n'importe quel canal.

Quels sont les besoins essentiels?

Mohamed Saïd: «En priorité, il y a besoin de nourriture, de lait en poudre, de médicaments».

Où elle est la situation des réfugiés au Soudan?

Mohamed Saïd: «Les réfugiés au Soudan sont aidés par le Haut-Commissariat des réfugiés (HCR) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Par contre, ces organismes ne peuvent pas intervenir à l'intérieur de l'Erythrée».

Claude LEBRUN

Un hôpital pour Nakfa

Le docteur Bernard Kouchner, qui s'est rendu plusieurs fois en Erythrée avec l'organisation humanitaire «Médecins sans frontières», a indiqué qu'une campagne «Un hôpital pour Nakfa» allait être lancée par «Médecins du monde» en liaison avec l'ERA (Association de secours érythréenne).

La ville de Nakfa est toujours tenue par les forces érythréennes, elle a été partiellement détruite par les bombardements. De même, le «Comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen» a annoncé des initiatives pour une aide humanitaire aux réfugiés.

Qu'est-ce que l'E.R.A. ?

Cette organisation humanitaire a été fondée en 1975 à Khartoum (Soudan). Elle a pour but de venir en aide aux personnes déplacées à l'intérieur de l'Erythrée et au grand nombre de réfugiés présents à la frontière soudanaise. Elle veut également: prévenir l'afflux de réfugiés hors d'Erythrée, créer une atmosphère favorable à l'établissement et au retour des réfugiés, mettre en œuvre des projets de développement et de réinsertion, offrir des services sociaux.

Tous envois ou demandes d'information peuvent être adressés à: «Section française de l'ERA, 50 rue du Faubourg Saint-Antoine, 75012 PARIS»; de même pour le «Comité de soutien», à la même adresse (tél.: 307.50.32).

L'enrolement forcé dans l'armée éthiopienne

Témoignage d'un prisonnier éthiopien, paru dans «Erythrée solidarité», bulletin du comité de soutien.

«Tôt le matin, 18 hommes armés vinrent chez moi et m'ordonnèrent au bureau du gouverneur de district; lorsque j'y arrivai, le gouverneur me dit que j'avais été choisi pour un entraînement de deux mois à Addis-Abebba, et qu'après, je retournerais chez moi. Je lui dis que j'étais le père de 7 enfants et que je refusais de partir. Quand ils furent convaincus qu'ils ne réussiraient

pas à me convaincre, ils m'entraînèrent dans un camion et me matraquèrent. En montant dans le camion, je vis ma femme et mes enfants qui m'avaient suivi au bureau et qui pleuraient, les larmes coulaient sur mes joues... Après l'entraînement au camp de Patek, ils nous assurèrent que la guerre était finie, et que nous allions vers le Nord pour y participer à la production... C'est seulement quand j'arrivais là que je me rendis compte que les combats continuaient et que je me trouvais sur un camp de bataille...»

Journée nationale du SNI

«Unité dans la grève pour avoir satisfaction»

«Unité dans la grève pour avoir satisfaction !», c'est autour de ce mot d'ordre lancé par les instituteurs de la région parisienne, en grève depuis le 26 février pour certains arrondissements, que s'est fixée la volonté d'une action efficace, coordonnée, lors de la manifestation nationale du SNI mercredi matin.

Ce ne fut pas chose facile ! La direction du SNI, qui avait daigné lancer un mot d'ordre de grève de deux jours la semaine dernière, sous la pression de la base parisienne, entendait bien faire de cette journée un défilé fourre-tout sur les problèmes de l'école, une journée sans avenir avec un goût prononcé d'enterrement du mouvement. Et elle avait mis le paquet, avec un service d'ordre bardé de brassards verts et rouges, des voitures sonno débilitant n'importe quoi pourvu que les mots d'ordre appelant à la grève reconductible soient couverts...

UNE UNITE ET DETERMINATION FRUITS DE 3 SEMAINES DE GREVE

Mais les grévistes, qui sont entrés pour ceux de Paris dans leur quatrième semaine de grève, et qui ont été rejoints, il y a une dizaine de jours, par une grande partie des instituteurs de banlieue, tenaient à faire savoir à l'ensemble de leurs collègues rassemblés à cette occasion, qu'ils tenaient bon, et qu'ils comptaient bien sur une extension du mouvement à tout le pays. Il leur semblait légitime qu'au bout de 3 se-

réprobation des manifestants de province, qui leur laissèrent volontiers le chemin libre.

LA NECESSITE D'ETENDRE LE MOUVEMENT

Pour autant, les difficultés du mouvement n'auront pas disparu à l'issue de cette journée. Principal problème sans aucun doute, le décalage encore énorme qui frappe entre la mobilisation très forte en Région Parisienne, plus dispersée ailleurs. De ce point de vue, le temps presse. Et la direction du SNI freine des quatre fers, faisant le blackout sur l'information, dénigrant les grévistes dans des termes assez proches de ceux du ministre.

Et cette bataille est importante : pour la rentrée, le gouvernement prévoit 3 000 fermetures, 1 150 suppressions de postes. Dans les 4 années qui viennent, c'est 30 000 postes d'enseignants qui doivent disparaître.

DES ACQUIS IMPORTANTS POUR LES ENSEIGNANTS ET LES PARENTS

Les instituteurs en grève sont conscients que face à cette volonté réaffirmée chaque jour par Beullac, de

Conditions de travail

Des chiffres qui accablent les patrons



Au vu des chiffres publiés par l'ANACT (Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail), on ne peut pas dire que la «revalorisation des conditions de travail» dont se gargarise tant Stoléro soit une réussite. Les cadences, le travail posté, le travail du dimanche, la nuit, tous ces problèmes sont abordés dans une enquête de 30 questions posées à un salarié sur mille : les résultats sont accablants pour les patrons.

Les chiffres datent d'octobre 1978, et ont pu de ce fait subir certaines variations. Ils sont néanmoins significatifs de l'exploitation que subissent les travailleurs dans ce système, et particulièrement en période de crise.

LES HORAIRES ET LES RYTHMES DE TRAVAIL

910 000 salariés (9,5 % des ouvriers) travaillent en deux équipes tournantes ; 510 000 salariés (5,3 % des ouvriers) travaillent en trois équipes tournantes ou plus ; 830 000 salariés commencent leur travail avant 6 heures du matin. Pour ce qui du soir, 1 500 000 salariés finissent leur travail entre 20 heures et minuit, parmi eux 475 000 postés. La situation se corse si l'on prend en compte la durée du trajet domicile-lieu de travail, qui dépasse 30 minutes pour un salarié sur 5, sans parler du temps d'attente entre l'arrivée du salarié à son travail et le début du travail, qui dépasse 20 minutes pour 730 000 personnes.

L'enquête révèle l'importance du travail de nuit. 2 130 000 personnes travaillent au moins une nuit dans l'année. 940 000 personnes effectuent 1 à 25 nuits de travail par an. 440 000 travaillent de 26 à 75 nuits, et 700 000 plus de 75 nuits par an, soit au moins une nuit sur 3.

Le dimanche : 1 salarié sur 5 travaillent au moins un dimanche par an, mais 1 salarié sur 30 travaille plus de 40 dimanches par an. Ce chiffre dépasse largement le nombre de salariés du commerce et des transports : 1 600 000 salariés de l'énergie, des télécommunications ou de l'agriculture travaillent au moins un dimanche chaque année.

TRAVAIL A LA CHAINE : UN OS FEMME SUR 4

800 000 travailleurs ont déclaré être à la chaîne : 1 OS homme sur 13, mais 1 OS femme sur 4. Un manoeuvre homme ou femme sur 12, un ouvrier qualifié sur 50 sont aussi à la chaîne. 3 640 000 travailleurs se plaignent d'un travail répétitif. Près de 4 millions de travailleurs citent le «respect des normes de production ou de délais courts».

6 millions de salariés citent la «contrainte de la demande extérieure» (clients, public). 5 millions de travailleurs parlent des «exigences des contrôles ou surveillance de la hiérarchie». Un salarié sur 7 indique une liaison entre rythme de travail et salaire.

C'est le cas d'un ouvrier qualifié sur 6, et d'un OS sur 5. Chez les femmes, la situation est encore plus grave puisque la proportion est de 1 ouvrière qualifiée sur 4 et d'1 OS femme sur 3 !

Dans plus de 2/3 des tra-

vaux on exige «un effort physique importants», bien sûr chez les ouvriers. 1 salarié sur 30, soit 1 ouvrier sur 14 «travaille constamment avec un niveau de bruit tel qu'il ne peut pas entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres de lui, et qui lui adresse la parole, même si cette personne élève la voix...» Bruit ou pas, après d'un salarié sur 3 ne peut pas parler avec ses collègues, cette proportion atteint 45 % pour l'ensemble des ouvriers, 52 % chez les OS, 58 % chez les OS femmes.

1 salarié sur 5 subit des températures très élevées. 1 sur 6 des températures basses, 24 % ont répondu que l'hygiène n'était pas respectée : saleté, humidité, courants d'air et odeurs désagréables. 3 salariés sur 5 se sont plaints de ces inconvénients.

On peut se demander pourquoi Mattéoli, ministre du Travail n'a pas fourni ces données au moment de la semaine du travail manuel !...

L.C.

Un accident du travail mortel par heure de travail, un blessé toutes les 5 secondes

1 mort par heure, 1 blessé toutes les 5 secondes, cela d'après des chiffres publiés par le CNPF. En effet, les pouvoirs publics lancent à grand fracas une campagne sur la «sécurité et la prévention sur les lieux de travail». En 1978, on compte 1 567 accidents mortels. Mais, ces chiffres déjà lourds ne prennent pas en compte les travailleurs saisonniers et travailleurs temporaires. Or, parmi cette frange de travailleurs, les accidents sont encore bien plus fréquents. Les 150 000 accidents qui ont lieu chaque année durant les trajets domicile-usine ne sont pas inclus dans ces chiffres.

En 1978, il y a eu 500 morts dans la branche bâtiment-travaux publics, 225 morts aussi dans les transports. Les jeunes de moins de 30 ans représentent la majorité des accidents, le taux d'accidentés est beaucoup plus élevé chez les travailleurs immigrés que chez les travailleurs français.

Rupture des négociations médecins-caisses

Les trois Caisses nationales d'assurance maladie (salariés, exploitants agricoles, commerçants et artisans) ont annulé la réunion qui devait avoir lieu ce mercredi avec les syndicats de médecins, sur la nouvelle convention en cours d'élaboration fixant les conditions d'exercice du corps médical, et le remboursement des assurés sociaux à partir du 1er mai. Cette décision est présentée comme une riposte à la «guerre des tarifs» déclenchée par la CSMF. En toute hypothèse, cette situation risque d'aboutir rapidement à l'éclatement de fait du secteur médical, au détriment des assurés, qui seront de moins en moins couverts par la Sécurité sociale.

Plogoff : R.Gomidec, blessé à Port-Croix, porte plainte

Robert Gomidec, un manifestant de 19 ans blessé par les forces de l'ordre le vendredi 14 mars à Port-Croix, vient de porter plainte auprès du doyen des juges

d'instruction du tribunal de Quimper. Il a été hospitalisé à Douarnenez, et placé en chambre noire : les médecins craignent qu'il ne perde un œil.

La Hague : rassemblement international en juin

La Coordination nationale antinucléaire (CNAN) appelle à un rassemblement international à proximité du centre de retraitement de La Hague, les 28 et 29 juin prochains : son refus de l'extension du centre, opposition au plutonium civil et militaire produit par ce centre, refus des surrégénérateurs, dénonciation de «l'Eu-

rope de la répression», tels sont les thèmes retenus par la coordination. La CNAN demande à «toutes les formations qui refusent le programme nucléaire que le gouvernement veut nous imposer par tous les moyens de soutenir ce rassemblement», qui se déroulera sur des terrains prêtés par des agriculteurs de La Hague.



maines de lutte, ils ne soient pas relégués n'importe où dans la manifestation, mais qu'au contraire ils puissent défilé dans les rangs de tête.

LA PEUR DE LA CONTAGION ?

Devant leur détermination et leur nombre, devant l'intérêt certain manifesté par les manifestants venus de province, la direction du SNI craignait visiblement la contagion, et le SO tenta violemment de leur barrer le passage. Banderolles déchirées, coups, voitures sono bloquant la route, rien n'y fit. Repoussé plusieurs fois, le SO dut les laisser passer, d'autant plus que ces méthodes suscitaient plutôt la

simples journées d'action sont complètement inefficaces, d'autant plus qu'elles ne permettent pas aux parents d'élèves, concernés tout autant que les enseignants, de s'organiser pour participer au mouvement. Les multiples occupations d'écoles, menées conjointement par les instituteurs et les parents d'élèves, sont un des aspects particulièrement positifs de la lutte. Les grévistes ont besoin d'un soutien populaire encore plus massif pour tenir le coup !

Monique CHERAN

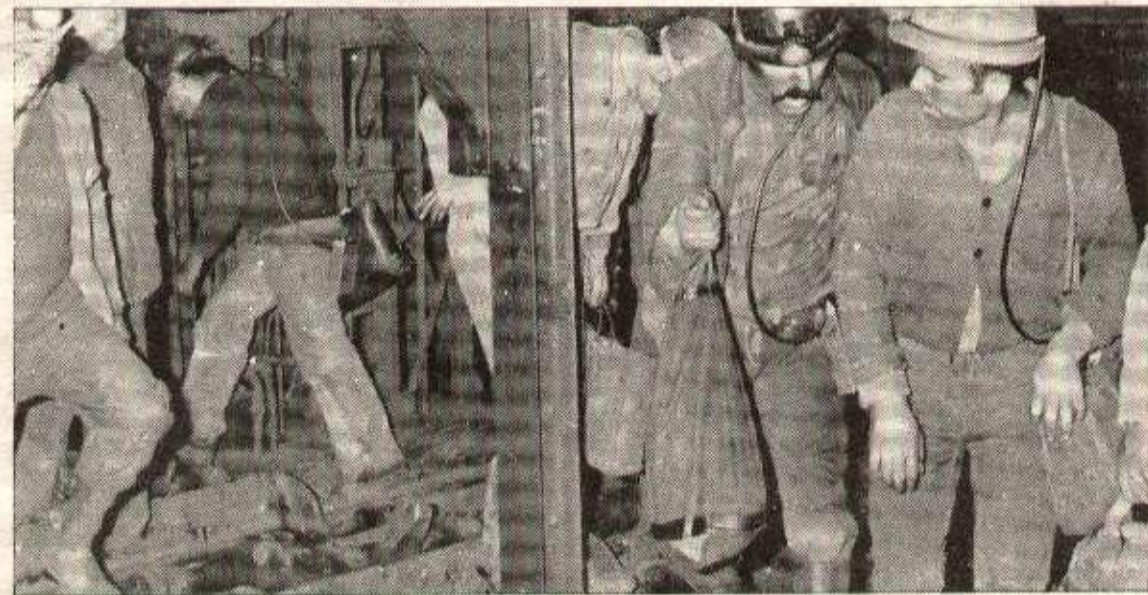
GALA DE SOUTIEN AUX GREVISTES, MUTUALITE - RUE SAINT-VICTOR - M^o MAUBERT-MUTUALITE, SAMEDI 22 MARS 20 H.

La situation à la mine de charbon de La Mure (Isère)

Témoignage d'un mineur de fond

Aujourd'hui, avec la hausse du prix du pétrole, on se met à reparler des ressources en charbon de la France, notamment le PCF qui a lancé une grande campagne de relance de la production charbonnière.

Nous avons discuté avec un mineur de fond de la Mure (Isère) après la grève de quatre semaines qui avait paralysé la production au mois d'octobre 1979. Voici son témoignage.



La dure condition du mineur de fond.

La mine de La Mure appartient au bassin du Centre-Midi (avec Blanzay (Saône-et-Loire), Carmaux (Tarn), l'Aumance près de Lontluçon (Allier), la Grand-Combe (Gard), St-Étienne et Gardanne (Bouches-du-Rhône)). La production en 1978 a été de 330 000 tonnes de charbon sur

un total de 4 200 000 tonnes pour le Centre-Midi. Cette mine devait être fermée en 1975, mais la « crise du pétrole » et la mobilisation des mineurs et des élus ont fait annuler en 1974 la décision de fermeture. Par contre, les Charbonnages de France ont maintenu la fermeture de

deux mines en Auvergne qui a eu lieu en 1978. (Brassac et St-Éloy, le bassin de l'Aumance est en voie d'épuisement), des mines du Gard (la Grand Combe) en 1979 et de la région de St-Étienne pour la fin de 1980.

A La Mure, le rendement au fond a atteint un peu plus de

3 000 tonnes par mineur, loin derrière Gardanne, où il a atteint 7 600 tonnes.

En 1978, les effectifs au fond étaient de 530 travailleurs sur un total de 840. Au lendemain de la dernière guerre la mine employait 3 200 personnes. Il y avait à ce moment-là un ingénieur et deux porions (contremaîtres) pour 250 per-

sonnes. Aujourd'hui, on arrive à deux ingénieurs, deux surveillants, deux porions et quelquefois même des moniteurs pour... 30 personnes.

On peut bien, après avoir vu ces chiffres, disserter sur le coût trop élevé du charbon ? S'il n'y avait pas tant de bureaucrates, le déficit de 600 F à la tonne en 1979 ne serait pas si grand !

C'est la récession des années 60 à l'époque du pétrole-roi, qui a conduit à cette situation anormale. Parallèlement, on a abandonné les travaux de recherche, on a poussé les gens à parler. Le résultat c'est qu'aujourd'hui, la main-d'œuvre qualifiée se fait rare. La mine doit embaucher des gens qui viennent parfois de loin (Lille, Marseille), sont là en attendant de trouver autre chose et n'ont pas l'intention de rester. On ne fait pas un bon mineur en quelques jours !

Les Charbonnages tentent de remédier au manque de main-d'œuvre qualifiée en poussant la mécanisation mais les machines sont mal adaptées au charbon très dur de la Mure.

Depuis que le prix du pétrole s'est envolé, la baisse de la production a été enrayée, mais l'abandon des travaux de recherche et le ralentissement des travaux de préparation risquent de compromettre la poursuite de l'exploitation. Il faut une dizaine d'années entre le début des travaux de recherche et la mise en exploitation.

La sécurité s'est bien améliorée. Chaque « atelier » a un délégué suppléant à la sécurité. Le responsable de la sécurité des houillères du centre-Midi vient de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) un peu moins d'une fois par mois. Le délégué mineur, élu pour sept ans, est là pour empêcher les ingénieurs de s'endormir. Il y a un atelier qui emploie les travailleurs blessés. Malgré cela, il y a beaucoup de maladies lombaires ; les doigts, les oreilles et les pieds sont les parties du corps les plus atteintes. Il y a aussi la silicose.

La dernière grande catastrophe s'est produite au Devay en 1973, elle a fait huit morts. Un autre accident s'est produit trois mois après au même endroit, par la faute d'un ingénieur trop pressé de reprendre l'exploitation.

Plâtrières de Martigues

« Nous nous préparons à entamer d'autres actions »

Rencontre avec le secrétaire du syndicat CGT

Le 26 février, l'usine de Martigues des Plâtrières de Franco, filiale des Ciments Lafarge, a fait 24 heures de grève. Le travail a été arrêté le 26 à 9 h au moment où la cour de l'usine est pleine de ca-

► Vous avez fait 24 heures de grève le 26 février, pouvez-vous nous dire pourquoi ?

La valeur du point chez nous a plus de 6 % de retard sur l'usine des Plâtrières de Mazan (Vaucluse). Nous demandons l'alignement immédiat sur Mazan, alors que la direction nous propose le rattrapage par étapes jusqu'au 1er janvier 1982 ! C'est notre principale revendication. Nous demandons aussi la 5e semaine de congés payés et 300 F par mois pour tous.

► Votre mouvement a-t-il été largement suivi ?

Nous avons longuement discuté de l'action à mener et nous nous étions mis d'accord sur les formes d'action. Seule la date précise avait été tenue secrète jusqu'au dernier moment, aussi la grève a-t-elle été suivie à 100 %, y compris pour les travailleurs sous contrat.

► Pensez-vous que la direction va reculer après 24 heures de grève ?

Depuis le début de février, des discussions ont eu lieu avec la direction générale sur les salaires. Après deux séances de discussions infructueuses et avant celle du 28 février, nous avons décidé de faire 24 h de grève et de cesser totalement les heures supplémentaires jusqu'à nouvel ordre (ce qui gêne beaucoup plus la direction que de faire 24 heures de grève, l'usine tournant toujours au maximum avec le minimum de personnel). Nous avons fait ces 24 h de grève avant la 3ème séance de négociation pour montrer qu'on ne se contenterait pas de l'alignement du point en 1983. Mais cela n'a pas été suffisant pour obtenir l'alignement immédiat. Nous nous y attendions. Nous nous préparons à entamer d'autres actions.

► N'y a-t-il pas d'autres usines des Plâtrières qui ont les mêmes revendications ? Quelle coordination y a-t-il entre elles ?

C'est un problème important. Il y a effectivement d'autres usi-

mions qui viennent chercher le plâtre ! Nous avons rencontré le secrétaire du syndicat CGT de l'usine à qui nous avons posé quelques questions à la suite de ce mouvement.



Le plâtre : de bonnes affaires pour Lafarge... sur le dos des travailleurs.

nes des Plâtrières et certaines ont les mêmes revendications que nous. Nous allons essayer d'unifier toutes les usines afin d'agir ensemble sur nos objectifs. Mais cela demandera du temps, car cette politique n'a ja-

mais été développée. Cela tient en partie au fait que les usines viennent de différentes sociétés qui ont fusionné il n'y a que quelques années.

Corresp. MARTIGUES